

7 JUILLET 1994

L'intervention militaire française au Rwanda

L'homme fort du FPR prévoit la formation d'un gouvernement d'union nationale

KIGALI

de notre envoyé spécial

Paul Kagamé, insaisissable chef d'état-major du Front patriotique rwandais (FPR), est sorti de l'ombre. Il a rencontré un groupe de journalistes, mardi 5 juillet, en début d'après-midi, dans une résidence de Kanombé, un quartier périphérique de Kigali. Il s'était entretenu plus tôt dans la journée au quartier général du FPR à Mulindi, près de la frontière ougandaise, avec cinq militaires et hauts fonctionnaires français du ministère de la défense venus lui expliciter les intentions de Paris.

Grand, mince, vêtu d'un treillis de combat, Paul Kagamé a estimé que la façon dont la France avait décidé de créer une zone de sécurité et d'exclusion dans le quart sud-ouest du pays posait « des problèmes ». Sans animosité, le chef de guerre du FPR a déploré qu'il y ait « des menaces » implicites dans la décision française. « Nous aussi, nous voulons sauver les populations, dit-il, et les menaces de la France contreviennent à notre souveraineté. Nous poursuivons les militaires gouvernementaux qui cherchent à se mettre à l'abri derrière les lignes françaises. Nous ne sommes pas une armée d'envahisseurs étrangers, ni des troupes coloniales. Nous sommes des combattants de la liberté dans notre pays. »

Après avoir rencontré des émissaires français, Paul Kagamé, chef militaire du Front patriotique rwandais (FPR) et véritable « homme fort » de la rébellion tutsie, a annoncé, mardi 5 juillet à Kigali, que des consultations étaient engagées pour la création d'un gouvernement d'union nationale. Il a indiqué que des contacts étaient établis avec un Hutu modéré, Faustin Twagiramungu, qui avait déjà été désigné en 1993 comme premier ministre dans le cadre des accords de paix d'Arusha entre le régime du président Habyarimana et le FPR, jamais appliqués. D'autre part, il a adopté un ton relativement conciliant en parlant de l'intervention française.

■ « TURQUOISE ». A l'intérieur de la « zone humanitaire sûre » créée par les militaires français de l'opération « Turquoise », dans le quart sud-ouest du Rwanda, les réfugiés - tutsis et hutus - manifestent de l'inquiétude, craignant encore pour leur sécurité.

Paul Kagamé, trente-sept ans, marié et père de deux enfants, a grandi en Ouganda où ses parents s'étaient réfugiés à la fin des années 50 et ne s'exprime qu'en anglais. Au début des années 80, en compagnie de Frédéric Rwigyema - major Fred, le futur chef militaire du FPR - et de nombreux réfugiés rwandais en Ouganda, il a rejoint Yoweri Museveni et son Armée de résistance nationale (NRA) qui combattait le président Milton Obote. Il a fait une brillante carrière au sein de la NRA qui mettra Museveni au pouvoir à Kampala, en 1986. Certains affirment même qu'il a occupé une position importante dans les services de renseignements.

Le 1^{er} octobre 1990, le FPR envahit le nord du Rwanda à partir de ses bases ougandaises. Fred Rwigyema est tué au combat le lendemain. Paul Kagamé lui succède à la tête de l'aile militaire du FPR. Il passe pour un radical. Son nez droit chaussé de lunettes métalliques et son visage aux traits fins, agrémenté d'une petite moustache, lui donnent un air d'intellectuel. Mais il ne faut pas s'y tromper, Paul Kagamé est un stratège militaire. Il est incontestablement l'homme fort du mouvement. Rien ne se fait - y compris au plan politique - sans son assentiment. « Nous aurions pu prendre Kigali il y a un mois. Mais ça ne correspondait pas à la tactique que nous avons choisie. Nous aurions perdu beaucoup d'hommes et utilisé une quantité considérable de munitions », explique-t-il.

Assis sous un acacia devant une table basse recouverte d'une petite nappe blanche, il annonce l'intention du FPR de négocier - ou plutôt de décréter - un cessez-le-feu dans une semaine ou deux. Mais d'ici là, « il faut que nous ayons consolidé toutes les positions que nous avons conquises », dit-il en précisant que des consultations sont en cours pour « la constitution d'un gouvernement d'unité nationale ».

« Une future réhabilitation »

« Nous rencontrons les partis de l'ex-opposition, dit-il, ceux qui n'ont pas appelé la population aux massacres. Nous discutons avec le premier ministre désigné par les accords d'Arusha [conclus en 1993 et restés lettre morte] et avec le président tanzanien, qui a facilité les négociations passées. Et nous espérons bien que la communauté internationale reconnaîtra ce gouvernement qui sera formé dans les prochains jours. »

Paul Kagamé prévoit de discuter un peu plus tard avec les militaires « de l'autre côté », ceux qui sont désormais « des rebelles », dit-il avec humour mais sans sourire. « Les bons, ceux qui ont été abusés par leurs supérieurs, feront l'objet d'une réhabilitation, précise-t-il. Nous formerons ensuite une seule

armée nationale. » Il convient que « ça prendra un peu de temps ».

Le vainqueur de Kigali est formel : « Nous savons qui sont les responsables des massacres. Ils seront poursuivis, jugés et châtiés. » Il reconnaît que les bombardements intensifs sur la capitale ont été meurtriers, qu'ils ont tué des civils et des réfugiés dont de nombreux Tutsis. Mais « ceux-ci étaient condamnés de facto, pense-t-il. Nous en avons sauvé beaucoup d'autres ». Il considère que les populations « ne fuient pas devant l'avancée du FPR », mais qu'elles essaient « par tous les moyens d'échapper aux combats. » Il ajoute : « Ceux qui courent en nous voyant sont ceux qui ont des choses à se reprocher, qui ont organisé ou participé aux massacres. »

Au moment où ses troupes s'arrêtaient à une dizaine de kilomètres seulement des lignes françaises, Paul Kagamé s'interrogeait : « Un affrontement avec les Français ? Mais pourquoi et sur quels différends ? Ils viennent pour secourir les populations. Mais ils doivent en parler avec nous, avec les gens d'ici. Ceux qu'ils veulent protéger ne sont ni des ressortissants français ni des citoyens des Nations unies. »

Quelques coups de feu

Le jeune chef militaire déplore qu'il n'y ait pas eu plus de communication avec les Français. « Nous devons remédier à tout cela », dit-il, comme s'il avait encore en tête ses entretiens du matin avec les émissaires de Paris.

Communication, discussions, négociations sont également au centre des préoccupations de Mohamed Khan, nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Rwanda. Arrivé lundi soir à Kigali, celui-ci a affirmé mardi matin qu'il ferait le tour du pays pour rencontrer « tous les dirigeants et écouter l'homme de la rue ». Il a ajouté qu'il discuterait également avec toutes les parties impliquées dans le conflit et notamment les Français et les chefs d'Etat voisins du Rwanda. A propos des décisions françaises et des réactions du FPR, M. Khan a dit espérer que « le bon sens prévaut » et qu'il n'y aura pas d'« affrontements ».

Au lendemain de la prise de Kigali, la ville est restée calme. De nombreux renforts du FPR ont été acheminés dans la capitale. Des colonnes de personnes déplacées entraient et sortaient de la ville où l'on entendait par moments quelques coups de feu. On nous a rapporté que plusieurs dizaines de camions et véhicules militaires avaient été abandonnés par les soldats gouvernementaux à la sortie de Kigali. Leurs occupants, pris sous le feu du FPR, ont apparemment préféré poursuivre leur route à pied, à travers les collines pour rejoindre les lignes gouvernementales à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Kigali.

FRÉDÉRIC FRITSCHER